URSS : coup d'état ou coup monté?

Autor(en): **Dumitrescu, Dan**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **136 (1991)**

Heft 12

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-345157

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

URSS: coup d'Etat ou coup monté?

par Dan Dumitrescu, docteur ès sciences

«Naturellement, on ne peut pas exclure cette possibilité. On ne peut pas tellement y croire. J'aimerais croire qu'il s'agit d'une victime, parce que, si vraiment il participe dans ce processus, je pense qu'il s'agit de sa mort, de sa mort physique, politique et morale(...) J'aimerais vraiment croire, je voudrais croire qu'il ne s'agit pas d'une trahison. Si vraiment il a permis de faire ce qui s'est passé, je pense qu'il s'agit d'une grave erreur, même d'un crime. Je pense qu'on ne pourrait pas à ce moment-là le lui pardonner. Mais, je répète encore une fois, je ne voudrais pas le croire.»

Edouard Chevardnadze (20 août 1991)[1]

Le «coup d'Etat» du 19 août 1991 paralysa pour quelque soixante heures les admirateurs inconditionnels de Gorbatchev. Comportement fort compréhensible, surtout si l'on considère que la «perestroïka» – autrement dit la possibilité de «donner au socialisme un deuxième souffle» comme l'a plus d'une fois définie Gorbatchev lui-même – fut temporairement en danger de mort! Heureusement, les méchants putschistes ne réussirent point à briser la volonté de fer du secrétaire général du CC du PCUS et Prix Nobel de la paix. Et, comme faute avouée est à moitié pardonnée, certains conjurés trouvèrent que finalement il était séant de se rendre en Crimée, afin de présenter des excuses à... Mikhaïl Gorbatchev. Des millions de gens de bonne volonté furent effectivement soulagés quand le 22 août, vers 2 heures du matin, le numéro un soviétique descendit d'avion et s'adressa tout de go aux journalistes convoqués pour la circonstance. Cependant, les caméras de TV ne diffusèrent pas des images du maréchal Iazov et du général Krioutchkov, «putschistes» en état d'arrestation étaient ramenés à Moscou. La glasnost a décidément quelques limites!

Gorbatchev était-il vraiment en danger?

Pour comprendre mieux la personnalité du numéro un soviétique, le général Vladimir Krioutchkov, l'ex-président du KGB et membre du Bureau politique du CC du PCUS, vole à notre secours:

[1] TF1, *Journal de 20 heures* du 20 août 1991. E. Chevardnadze interviewé par U. Gosset.

La page de couverture de L'Hebdo *du 8 octobre 1987... Coup d'Etat annoncé?*

«Je voudrais souligner à cette occasion que *Iouri Andropov a remarqué Gorbatchev, l'a promis à un grand avenir et je l'ai entendu bien des fois faire l'éloge de Mikhaïl Gorbatchev. A la fin de sa vie, il me disait souvent qu'il voyait en Gorbatchev le leader du parti. En disant cela, je ne crois pas révéler des secrets.*»[2] Faut-il rappeler que, pendant presque trente ans, Krioutchkov a travaillé avec Iouri Andropov, depuis 1967 président du KGB et secrétaire général du CC du PCUS du 12 novembre 1982 au 12 février 1984? Un Andropov dont l'«intelligence, les qualités humaines, la profonde estime pour l'entourage» et le «large esprit internationaliste» forçaient l'admiration de tout un chacun.

Formé à cette haute école, Mikhaïl Gorbatchev fut élu secrétaire général du CC du PCUS en mars 1985 et réélu au même poste en 1986 et en 1990. Il fut également élu président du Présidium du Soviet suprême (le 1er octobre 1988) et président de l'URSS (le 15 mars 1990); le 25 décembre 1990, il obtint une extension des pouvoirs présidentiels. A différentes reprises, des centaines de communistes «conservateurs» furent mis sur la touche et remplacés, il va sans dire, par des communistes «progressistes», entièrement dévoués à Gorbatchev. Aucun homme sensé n'aura l'idée saugrenue de contester son attachement immuable aux idéaux de Lénine, attachement prouvé irréfutablement par tous les écrits de Gorbatchev en commençant par sa *Perestroïka* (Flammarion, 1987) où, à la page 29, on peut lire le titre: «Lénine, source idéologique de la perestroïka».

D'autre part, en Occident, une presse de plus en plus... «lévogyre» et certains hommes politiques forgèrent au fil des années une image quasi idyllique du secrétaire général du CC du PCUS qui, somme toute, n'a jamais été partisan du suffrage universel. La «gorbimania», illustrée entre autres par divers «sondages», par les prix décernés pour la «Perestroïka», par les qualificatifs «Gorbatchev homme de l'année», voire «de la décennie», fut le résultat d'une très vaste campagne de désinformation effectuée sur un fond non-négligeable d'auto-désinformation. On se souvient, par exemple, des rumeurs diffusées par les médias occidentaux en août et septembre 1987 quand, pendant 53 jours, Gorbatchev avait «disparu» de la scène publique. A partir d'une information de la *Bild Zeitung*, les médias firent état d'une étrange maladie du numéro un soviétique et même d'un empoisonnement volontaire. «Gorbatchev est de retour et, manifestement l'Occident respire, tout comme ceux qui en URSS croient en sa politique», lit-on dans *L'Hebdo* du 8 octobre 1987. On se souvient également de la «tentative d'attentat» sur la place Rouge, le 7 novembre 1990, perpétrée par un certain A. Chmonov qui tira deux coups de feux... en l'air (!) dans l'intention de tuer le président soviétique.

«Qui gouverne en Union soviétique?», se demande L'Hebdo *en octobre 1987...*

A notre avis, la seule vraie menace pour Gorbatchev fut le décalage énorme entre le niveau catastrophique de l'économie soviétique (avec toutefois une exception de taille, le complexe militaro-industriel) et le niveau des pays dits capitalistes. La grande école de penseurs du Kremlin se rendit vraisemblablement compte que la «lutte pour la paix», l'«amitié, la coopération et l'entraide amicale avec les autres pays socialistes», le «soutien aux peuples en lutte pour leur libération nationale et le progrès social», la désinformation massive, la propagande éhontée, toutes les armes redoutables agissant sur les neurones de l'ennemi, ne pouvaient pas porter le coup de grâce aux capitalistes. Aussi décidèrent-ils de se métamor-

[2] Vladimir Krioutchkov, in: *Le gouvernement de l'URSS*. Editions de l'Agence de presse Novosti, Moscou 1990, pp. 188-189. (Les mots mis en italique dans les citations le sont par l'auteur de cet article.)

phoser en «démocrates», de prôner le bien-fondé d'une «nouvelle mentalité politique», de vanter la sacrosainte «interdépendance» (d'où le concept de la «maison européenne commune»), de prêter subitement une attention particulière aux problèmes touchant «notre environnement commun», sans oublier bien entendu les campagnes à l'échelle mondiale destinées à obtenir des milliards de dollars de la part de leurs ex-ennemis, élevés pour la circonstance au rang de «partenaires», voire d'«amis». Ainsi, grâce à une assistance financière massive et permanente de la part des Occidentaux, les communistes, plus ou moins déguisés, espèrent-ils «donner au socialisme un deuxième souffle».

Le «coup d'Etat» du 19 août fut-il une surprise?

• Le «cas» Khrouchtchev

Dans toute l'histoire du PCUS, l'éviction, le 14 octobre 1964, du chef du parti et de l'Etat soviétique, Nikita Khrouchtchev, un «réformateur», constitue une référence de taille: il fut le premier dénonciateur (partial) des crimes staliniens. «14 octobre – le président du Conseil soviétique et premier secrétaire du parti communiste de l'URSS, M. Nikita Khrouchtchev, a été subitement limogé, *à la grande surprise de l'opinion mondiale consternée*», précise-t-on dans la *Revue mondiale*[3]. C'est un exemple typique qui illustre la manière dont certains journalistes transmettent l'information. Dans le cas présent, l'accent est mis sur la fonction de «président» du Conseil des ministres et non pas sur celle de premier secrétaire du PC, pourtant essentielle dans un pays communiste. De même, on «oublie» le rôle capital de Khrouchtchev lors de l'écrasement de la révolution hongroise (1956), de l'érection du Mur de Berlin (1961) ou de la crise de Cuba (1962), trois événements majeurs, lourds de conséquences pour la sécurité de l'Occident; en revanche, on mentionne «la grande surprise de l'opinion mondiale consternée» (sic)!

Cette charité chrétienne si compatissante envers un leader communiste «réformateur» (en danger!), sera désormais inculquée systématiquement. Depuis des années, certains médias occidentaux, en évoquant constamment les «menaces» qui pèsent sur Gorbatchev, rappelèrent-ils plus d'une fois le triste sort qui fut réservé à Khrouchtchev. Peut-on supposer que l'étude attentive du «cas Khrouchtchev» ait pu échapper à Gorbatchev? Certainement pas.

• Un large soutien de l'Occident

«L'URSS est en droit d'attendre un large soutien pour assurer le succès de la perestroïka», précisa le secrétaire général du CC du PCUS lors du discours de réception du Prix Nobel prononcé le 5 juin 1991 à Oslo. Voilà qui est clair! L'un des plus brillants communistes contemporains, sinon le plus brillant, lançait un nouvel avertissement sans ambages aux capitalistes qui *doivent* s'acquitter de l'obligation de garantir le triomphe du communisme «à visage humain»! A vrai dire, Gorbatchev n'est guère un innovateur hardi; il ne fait que suivre les sages conseils de son idole, Lénine: «Utiliser l'Occident capitaliste sur le plan économique par tous les moyens et encore davantage et au plus vite, en pratiquant la politique des concessions et des échanges commerciaux.»[4]

C'est du reste la raison pour laquelle Gorbatchev, épaulé efficacement par ses fidèles, tels Chevardnadze ou Primakov, s'invita tout seul au sommet du G7 de Londres (15-17 juillet 1991); finalement, il y participa, mais après la clôture officielle et, fait fort décevant pour lui, sans avoir obtenu les milliards de dollars désirés pour essayer de donner au socialisme un deuxième souffle, cela en dépit des multiples efforts déployés par l'armada de conseillers dépêchés avant son arrivée à Londres. «Si les résultats de ce sommet n'étaient pas bons, l'avenir politique de Gorbatchev serait en jeu»[5],

---

[3] *Revue mondiale* 1964, p. 208

[4] Lénine, *Pravda Grouzii*, N° 55 du 8 mai 1921

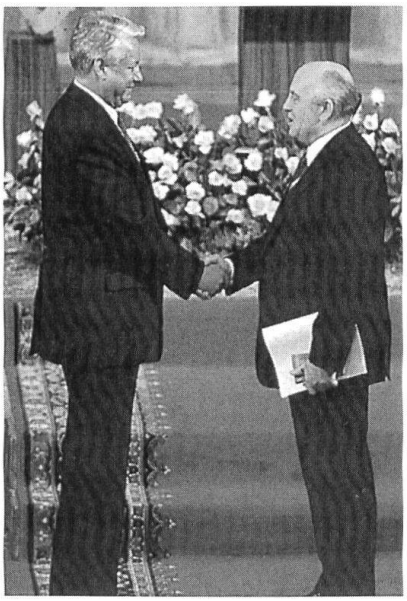
[5] TF1, *Journal de 20 heures* du 17 juillet 1991. D. Bromberger; A. Orlov, conseiller politique à l'ambassade soviétique à Paris: «Si Gorbatchev n'obtient pas de résultats tangibles à Londres, ça pourrait affecter sa position à l'intérieur du pays.»

lâcha malicieusement Evguéni Primakov, ce qui, reconnaissons-le, dévoile un don certain de l'anticipation. En fait, comme l'affirmait Gorbatchev vers la fin du mois de mai, si l'on a dépensé 100 milliards pour la guerre du Golfe, on peut bien dépenser la même chose pour aider la perestroïka.[6] Le droit de regard des communistes sur les fortunes des capitalistes a par ailleurs toujours eu des effets productifs!

• Le chaos ou moi!

«Nous n'avons pas d'opposition politique», écrivait Gorbatchev dans sa *Perestroïka*[7]. Ayant liquidé l'ennemi de classe, les dirigeants des pays communistes, forts uniquement de l'étendue de leur savoir en matière de marxisme-léninisme, finirent par être la proie d'une obsession, le culte de leur personnalité aidant: ils détiennent la Vérité, leur vérité, qu'ils essayent d'imposer par tous les moyens (terreur, violence, propagande, désinformation). Cependant, dans l'arène politique internationale, l'«opposition», l'ennemi de classe, a survécu, malgré les fantastiques campagnes de propagande et de désinformation menées par les communistes depuis 1917.

Il n'empêche que, grâce à une formidable machine, Gorbatchev devint très rapidement l'enfant chéri de l'Occident, alors qu'en URSS, l'enthousiasme des Soviétiques à son égard était beaucoup moins évident. Curieux paradoxe!



... on peut se poser la même question après le «coup d'Etat» d'août 1991

Pour des raisons faciles à comprendre, le leader du PCUS misa d'emblée sur son image de marque en Occident qu'il considère par ailleurs comme étant «son» banquier naturel. Petit à petit, il imposa également ses «vues neuves sur notre pays et le monde» (sous-titre de la *Perestroïka*). Un monde dans lequel les pays capitalistes développées doivent obligatoirement fournir une aide financière massive à l'URSS, aux «pays socialistes», au tiers-monde et au quart-monde afin d'effacer les différences entre riches (les «exploiteurs-voleurs») et pauvres! Bénéficiant de l'appui inconditionnel d'un Occident tenu sous son «charme», Gorbatchev brandit plus d'une fois l'alternative classique: le chaos ou moi. «Si la perestroïka échoue, la perspective d'entrer dans une nouvelle période pacifique de l'histoire s'évanouit.»

• Un coup d'Etat annoncé

Déjà au mois de septembre 1987, Gorbatchev «a insisté pour dire que seront vaines les aspirations de ceux qui voudraient trouver dans la démocratisation une occasion de coup d'Etat politique»[8]. Lors d'une conférence de presse donnée à Paris le 5 juillet 1989, un journaliste du *Daily Express* posa au numéro un soviétique la question: «Qu'arrivera-t-il à ces idées (la perestroïka, la transparence *si pour telle ou telle raison vous êtes dans l'impossibilité de les mettre personnellement en pratique?*» Gorbatchev répondit: «Je ne crois pas que ces idées doivent leur naissance à Gorbatchev (...) Mais pourquoi cette inquiétude? Etes-vous en possession d'un certificat sur l'état de ma santé ou quelque chose d'autre?»[9]

Dans un ouvrage autobiographique (*J'espère – Souvenirs et réflexions*)[10], Raïssa Gorbatchev rapporte que la tension existante dans son pays a amené, il y a un an, son mari à prédire une tentative de coup d'Etat. «Le coup d'Etat n'était pas inattendu (...) le complot couvait», déclara Mikhaïl Gorbatchev le 26 août 1991, lors

---

[6] TF1, *Journal de 20 heures* du 17 juillet 1991

[7] Mikhaïl Gorbatchev, *Perestroïka*. Flammarion, Paris 1987, p. 68

[8] *Le Matin*, 30 septembre 1987

[9] Visite de Mikhaïl Gorbatchev en France. 4-6 juillet 1989. Editions de l'Agence de presse Novosti, Moscou 1989, pp. 66-67

[10] *Le Monde*, 3 septembre 1991

de la session extraordinaire du Soviet suprême de l'URSS[11].

Si l'on songe aussi aux «avertissements» de Chevardnadze ou de Yakovlev, on a vraiment du mal à croire que l'homme qui a cumulé tous les pouvoirs politiques en URSS n'ait pu éviter le «coup de force» du 19 août.

Innovations dans l'«art» du coup d'Etat

Quelques points de repère pour situer le problème.

1. Le vice-président de l'URSS, Guennadi Ianaev, le «chef des conjurés», déclara le 19 août qu'il espérait voir son «ami» Gorbatchev reprendre bientôt ses fonctions officielles.

2. L'armée, arrivée en force à Moscou après le «renversement» de Gorbatchev, eut finalement le rôle fort enviable de comparse. A l'encontre de ses prestations meurtrières dans différentes républiques fédérées (Azerbaïdjan, Géorgie, Lituanie, Lettonie), l'armée, convaincue des bienfaits de la perestroïka, fut cette fois-ci chargée d'une toute autre mission: ne pas ouvrir le feu, savoir se rallier opportunément aux «résistants», fraterniser avec la population et même offrir un tank qui pourrait servir de tribune aux orateurs inspirés.

3. Le couvre-feu ne fut jamais respecté; malgré la censure, des journaux «indépendants» furent imprimés et distribués. Selon Alexandre Ignatov, éditorialiste de l'Agence Novosti, les putschistes «ont agi avec le vieux réflexe néostalinien»-(*sic*) et ils ont «été surpris par la rapidité et la souplesse d'adaptation des journalistes»[12]. Explication complètement débile si l'on tient compte du professionnalisme de Krioutchkov et de Iazov à qui Gorbatchev faisait entièrement confiance.

4. Les «démocrates» de dernière heure et très proches collaborateurs du numéro un soviétique, Eltsine, Chevardnadze, Yakovlev, Sobtchak, qui normalement auraient dû être arrêtés sur-le-champ, circulèrent librement, organisèrent la «résistance», entretinrent des relations cordiales avec les correspondants étrangers à Moscou, participèrent à de nombreux rassemblements populaires interdits par la junte! Chevardnadze discuta au téléphone avec John Major, Hans-Dietrich Genscher, Hans-Joachim Vogel, James Baker et sa femme, Suzy, alors que Boris Eltsine contacta à plusieurs reprises George Bush et Vaclav Havel. Il lut même un de ses messages à la TV russe.

Et les citoyens? Ils ont en tout cas précisé la position de plusieurs républiques face à l'Union

5. A peine la nouvelle du «coup d'Etat» connue, diverses personnalités quittèrent sans difficulté l'URSS pour informer l'Occident. Andrei Kozyrev, ministre des Affaires étrangères de la République de Russie, prit «son bâton de pèlerin (...) direction l'Europe et les Etats-Unis»[13]. Casimiera Prunskiene, l'ex-premier ministre de Lituanie, avant de s'envoler pour l'étranger, demanda à Chevardnadze: «Que puis-je faire pour vous?» «Nous avons besoin du soutien international (....) Sonnez toutes les cloches!»[14], répondit le camarade Edouard qui, dès le mois de juin 1991 déjà, avait pris soin de faire son testament!

6. En dépit des conditions exceptionnelles, caractéristiques d'un coup d'Etat, de vrais gorbatchéviens eurent l'occasion de s'adresser en direct de Moscou au téléspectateurs occidentaux. Ainsi, Vladimir Fédorovski, ancien conseiller à l'ambassade soviétique de Paris, actuellement porte-parole du «Mouvement pour les réformes démocratiques» (créé par Chevardnadze et Yakovlev en juillet 1991), un «réformateur très libéral» à en croire PPDA, critiqua vertement les conjurés et lança courageusement un appel à la grève générale, le

[11] *Le Monde*, 28 août 1991
[12] *La Croix. L'événement*, 23 août 1991
[13] *Le Figaro*, 22 août 1991
[14] *Le Figaro*, 30 août 1991

19 août 1991, au journal de 20 heures, sur TF1. Le même jour, vers 23 heures, interviewé par l'envoyée spéciale d'Antenne 2 à Moscou, Fédorovski eut à nouveau la chance de s'adresser en direct aux téléspectateurs. Il faut donc rendre hommage à certains putchistes qui ont considérablement facilité la tâche des journalistes occidentaux à Moscou.

Les gorbatchéviens défilèrent aussi sur les plateaux de TV à Paris. Le 19 août, Skorov, ancien conseiller économique de Gorbatchev, fut invité par trois fois sur le plateau d'Antenne 2. Cependant, les messages désinformateurs les plus poignants furent transmis le 20 août, sur La 5, par «l'homme d'affaires» soviétique Vladimir Ryashentsev, agent du KGB de 1970 à 1982, actuellement président de la «Maison russe». Arrivé en hâte de Budapest, l'ex-agent annonçait: «Chevardnadze a été arrêté, Yakovlev a été arrêté, Glyan a été arrêté. Les arrestations ont commencé (...) C'est un coup d'Etat fasciste[15](...) Tous les gardes du corps de Gorbatchev ont été embarqués sur un avion spécial, avec toute la suite présidentielle et son secrétariat. Chakhnazarov, également en Crimée avec Gorbatchev, a été arrêté ainsi que sa famille.» «Comment avez-vous obtenu ces informations?», demanda timidement Guillaume Durand qui dirigeait le débat. «De l'Agence d'information russe (RIA, NDD); le président de cette agence est le secrétaire de presse de M. Eltsine et c'est un ami très proche (...) Je n'exagère en aucun cas la situation; c'est une information tout à fait objective; bien sûr, je cours des risques en ce moment. On m'a dit que je serais liquidé physiquement. Et après cette interview...» Sans commentaire!

7. Pendant les chaudes journées du «putsch», certaines images diffusées lors des rassemblements populaires de Leningrad, organisés par Anatoli Sobtchak, portaient le sigle «B» qui est celui du journal télévisé *Vremia*. Autrement dit, la TV officielle soviétique, censée être sous le contrôle des «conjurés», diffusait des images «interdites».

Et Mikhail Gorbatchev?

Le but principal du numéro un soviétique est d'essayer de sauver le communisme. Pour ce faire, une aide financière massive et permanente de la part des Occidentaux est indispensable. Le sommet du G7 de Londres fut pour lui une grande déception. Avant ce sommet, les propos de certains de ses émissaires eurent souvent une odeur de chantage. Le 19 août, le «coup d'Etat» annoncé se produisit. Un «coup d'Etat» très vraisemblablement conçu à l'intention de l'«opinion» mondiale en général et occidentale en particulier, pour démontrer que:

– la «démocratisation» pratiquée depuis 1985 a profondément changé la société soviétique,

– la «résistance» pour défendre les acquis de la «démocratisation» s'organise rapidement et efficacement,

– les «réformes» entamées en URSS ont un caractère irréversible,

– l'URSS est devenu un «pays comme les autres» (G7+1, par exemple),

– les Occidentaux peuvent investir des capitaux sans courir aucun risque,

– l'aide massive occidentale est un impératif catégorique,

– le danger d'une guerre «nucléaire civile» en URSS, avec des conséquences pour le monde entier, n'est pas à écarter au cas où...

Les chaudes journées du «putsch» ont également mis en exergue le caractère d'acier de Gorbatchev et de sa famille qui, en dépit des circonstances, purent écouter à Foros (Crimée) des radios étrangères et organiser avec 32 gardes du corps(!) une «résistance» efficace. Grâce à l'ingéniosité de son gendre, on réalisa, le 20 août à 2 h 36, une vidéo «clandestine» diffusée le 25 août par la chaîne américaine NBC. Une tension excessive régnait à Foros où, selon les hommes du service de sécurité, «le président s'est baigné moins souvent»[16]. Au siège central du KGB, le portrait de Gorbatchev n'avait pas été décroché pendant le «putsch». Par une ironie du sort, Ceausescu et son épouse, les mal aimés, eurent, eux, une autre fin. Fort heureusement.

D. D.

Article envoyé à la rédaction le 29 septembre 1991.

[15] On retrouve les termes «coup d'Etat fasciste» dans les propos de Chevardnadze et d'Eltsine (voir *Le Figaro* du 30 août 1991)

[16] *Libération*, 23 août 1991